

Panorama de presse par Eduter Ingénierie

Au sommaire...

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- Le «Précis de l'apprentissage»
- moncep.org : nouvelle version du site
- Un projet d'accord-cadre national interprofessionnel sur la formation professionnelle
- Évaluation de la loi «avenir professionnel» : l'hypothèse d'un ANI
- Le handicap face à la formation et au travail : vers une employabilité inclusive ?
- Vade-mecum CFA
- Fonction publique territoriale : un accord visant à accroître le nombre d'apprentis

ACTEURS, TERRITOIRES ET FILIERES PROFESSIONNELLES

- Le gouvernement relance les cellules régionales interministérielles pour accompagner les futurs apprentis 2021-2022
- La plateforme Engagement Jeunes lance un «label alternance» à destination des CFA
- L'enseignement agricole : l'urgence d'une transition agro-politique (Rapport)
- Les régions agissent en faveur de la transition écologique des territoires

CERTIFICATIONS QUALIFICATIONS

- Les jeunes en situation de NEET : le rôle des compétences de base
- Certification professionnelle : les préconisations en matière d'évaluation des compétences
- Bac STAV : préconisations de l'Inspection de l'enseignement agricole
- Nouveau lycée général et technologique : Guide de l'évaluation

MOBILITE NATIONALE ET INTERNATIONALE

- ALMA : mesure européenne pour aider les jeunes NEET
- L'alternance dans Erasmus+ : un premier état des lieux
- Structures des systèmes éducatifs européens 2021-2022 - Diagrammes
- L'éducation et la formation des adultes en Europe

DISPOSITIFS SPECIFIQUES

- L'apprentissage dans le supérieur serait plus profitable à l'économie que l'enseignement sous statut étudiant
- Simplification du dispositif Transitions collectives
- France 2030 : un plan d'investissement pour la France de demain
- La ProA, renforcée dans le cadre du «plan de relance»

À la Une...

LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE

- Le «Précis de l'apprentissage»
- Fonction publique territoriale : un accord visant à accroître le nombre d'apprentis
- Vade-mecum CFA

ACTEURS, TERRITOIRES ET FILIERES PROFESSIONNELLES

- L'enseignement agricole : l'urgence d'une transition agro-politiques
- Le gouvernement relance les cellules régionales interministérielles pour accompagner les futurs apprentis 2021-2022

MOBILITE NATIONALE ET INTERNATIONALE

- ALMA : mesure européenne pour aider les jeunes NEET

DISPOSITIFS SPECIFIQUES

- France 2030 : un plan d'investissement pour la France de demain

Evènement

- **#50ansFPC**
Du 30/11 au 1er/12/2021
2 journées de débats dédiées à tous les acteurs de la #FormPro, organisées par Centre Inffo

Le "Précis de l'apprentissage"

Les mesures inhérentes à la loi Avenir ont conduit à une réforme de la formation professionnelle dont l'apprentissage est un des dispositifs. Pour cette raison le ministère du Travail a réalisé un document de référence, le "Précis de l'apprentissage", dans lequel sont précisées les nouvelles dispositions du contrat d'apprentissage, son financement ainsi que le nouveau modèle des Cfa, que ce soit dans le secteur public ou privé.

Consultation de la page de présentation du "Précis de l'apprentissage"

moncep.org : nouvelle version du site

Afin de promouvoir et informer le grand public sur le Conseil en évolution professionnelle (Cep), France compétences a rénové le site www.mon-cep.org. Cette version améliorée a pour ambition de "faciliter la mise en contact de l'utilisateur avec le Cep".

Consultation de <https://mon-cep.org/>

Un projet d'accord-cadre national interprofessionnel sur la formation professionnelle

Un projet d'accord-cadre national et interprofessionnel "Adapter à de nouveaux enjeux la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel" est ouvert à la signature jusqu'au 15 novembre prochain. Consacré à la formation professionnelle, ce texte fait suite à un accord entre les représentants des organisations patronales et syndicales dans la nuit du 14 au 15 octobre dernier.

Consultation du communiqué de presse du Medef

Évaluation de la loi "avenir professionnel" : l'hypothèse d'un ANI

Chronique 164 ; Jean-Marie Luttringer Conseil ; octobre 2021

A l'occasion d'une évaluation de la loi Avenir, les partenaires sociaux ont formulé 49 propositions.

Dans sa chronique Jean-Marie Luttringer reprend certaines questions soulevées à l'issue de l'analyse juridique des 49 préconisations dont :

- la nature et la qualification juridique des ressources allouées à la formation professionnelle et à l'apprentissage ;
- l'accès des salariés à la formation entre prescription et libre-choix ;
- la gouvernance hypothétique du système de formation professionnelle et d'apprentissage ;
- la prévision d'un accord national interprofessionnel.

Consultation de la Chronique 164

Le handicap face à la formation et au travail : vers une employabilité inclusive ?

Le Céreq vient de publier un dossier dans sa revue "Formation emploi" consacré aux relations "formation/emploi/travail" pour les personnes dites "en situation de handicap". Il en ressort le même constat : cette population est fortement impactée par le chômage et par des difficultés d'accès à la qualification. La publication propose alors des pistes d'amélioration en citant les retours d'expériences des Etats-Unis et de la Suède.

Consultation de la page de présentation de la revue

Vade-mecum CFA

Financement et processus de gestion du contrat d'apprentissage du secteur privé et du secteur public industriel et commercial

Un collectif de 11 opérateurs de compétences, en concertation avec les têtes de Réseau des Centres de Formation pour apprentis (CFA) et la Direction Générale Emploi et Formation Professionnelle (DGEFP), vient de publier un "Vade-mecum CFA". Destiné à l'ensemble des acteurs afin qu'ils disposent d'une base commune, ce document précise les modalités pratiques de gestion des contrats d'apprentissage. Ainsi les procédures de traitement entre OPCO seront homogènes et la gestion administrative simplifiée.

Consultation de la page de présentation de l'ouvrage

Fonction publique territoriale : un accord visant à accroître le nombre d'apprentis

Afin de pérenniser l'apprentissage en tant que "voie d'excellence", un accord-cadre a été signé entre le gouvernement, les associations d'élus des collectivités territoriales et le CNFPT*

*Centre national de la fonction publique territoriale

Consultation du communiqué de presse publié par le ministère du Travail



Vient de paraître

La formation professionnelle 1971-2021
Droit social n°10 – octobre 2021

1971-2021 : Retour sur 50 ans de formation professionnelle
Cet ouvrage fait une analyse historique de 50 ans de formation professionnelle

Le gouvernement relance les cellules régionales interministérielles pour accompagner les futurs apprentis 2021-2022

Le gouvernement a décidé de relancer les cellules régionales interministérielles destinées à accompagner les candidats à l'apprentissage dans le cadre de la rentrée 2021. Une instruction interministérielle datée du 17 septembre 2021, mise en ligne le 24 septembre, appelle à ce titre les préfets de région, les recteurs de région académique et les directeurs régionaux de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt à réactiver ou consolider ces cellules qui avaient été initialement déployées en 2020, dans un contexte marqué par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, afin d'aider les jeunes sans contrat à trouver un employeur.

Consultation de l'instruction DGEFP/MAAQ/DGES-CO/DGESIP/DGER/DGAFP/2021/199

La plateforme Engagement Jeunes lance un "label alternance" à destination des CFA

Les Centres de formation d'apprentis (CFA) qui le souhaitent peuvent concourir gratuitement pour obtenir un nouveau label : le "label alternance" remis par la plateforme Engagement Jeunes. Il s'agit d'un label complémentaire au certificat Qualiopi. Il repose sur les avis des apprentis et des employeurs. Lancé le 7 octobre 2021, il sera décerné pour l'année 2022. Charge à ceux qui sont intéressés par cette démarche de se rapprocher de la plateforme. Les jeunes sont notamment interrogés sur la qualité de l'encadrement et du suivi assuré par le CFA, tandis que les employeurs sont questionnés en particulier sur la réactivité du CFA pour les aider à trouver des profils de jeunes adaptés à leur activité et sur la pertinence des techniques enseignées aux jeunes par rapport aux besoins du marché. C'est à partir des différents retours que la décision de délivrer le label sera prise.

Consultation de la plateforme Engagement Jeunes

L'enseignement agricole : l'urgence d'une transition agro-politique

Rapport d'information n° 874 ; Nathalie Delattre ; Jean-Marc Boyer ; septembre 2021

Un rapport sur l'enseignement agricole vient d'être présenté par ses auteurs : Nathalie Delattre (sénatrice membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication) et Jean-Marc Boyer (sénateur membre de la commission des affaires économiques).

Présenté à la fois comme "un outil essentiel pour permettre à notre agriculture de répondre aux défis" et un outil de formation "excellent" en termes "de résultats scolaires, d'insertion professionnelle mais aussi d'épanouissement de l'élève et de construction du futur citoyen", l'enseignement agricole est aujourd'hui confronté à des difficultés grandissantes". Après un état des lieux dressant ses points forts et ses points faibles, ce rapport présente 45 propositions pour préserver l'enseignement agricole.

Consultation de la page :

- de présentation du rapport
- consacrée à la conférence de presse

Les régions agissent en faveur de la transition écologique des territoires

Engagées dans les domaines touchant la transition écologique, les régions unissent leurs compétences coordonner et animer les acteurs de leurs territoires dans les domaines formation/emploi/apprentissage autour de l'environnement et de l'énergie

Consultation de l'article de Régions de France



Replay webinaire

La formation pour (ré)concilier numérique et transition écologique

Le réseau Epale France a organisé un webinaire portant sur la formation pour concilier et réconcilier le numérique et la transition écologique. En effet, à l'ère où l'essor du numérique est décrié par son impact sur la transition écologique, les acteurs réunis à l'occasion de cet événement étaient invités à clarifier les enjeux et à faire oeuvre de pédagogie.

Les jeunes en situation de NEET : le rôle des compétences de base

Céreq Bref n° 413 ; octobre 2021

Enjeu prioritaire des politiques publiques nationales et européennes, les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) connaissent un risque d'exclusion plus ou moins marqué selon les pays. Si le niveau d'éducation joue un rôle central dans ces situations, l'approche par les compétences de base permet d'affiner la focale. Les données internationales montrent en effet qu'un même niveau de diplôme ne certifie pas partout le même niveau de compétences. Le Céreq tente d'expliquer ces écarts et dans quelle mesure ces compétences protègent des situations de NEET indépendamment du diplôme.

Consultation de la page dédiée à la revue

Bac STAV : préconisations de l'Inspection de l'enseignement agricole

Guide à destination des équipes pédagogiques pour l'élaboration du projet d'évaluation interne de l'établissement en bac STAV, IEA, octobre 2021

Dans le cadre de la réforme du Bac 2021, le bac techno STAV a été rénové. Afin d'accompagner les équipes pédagogiques en établissement dans l'évaluation des apprentissages et des acquis des élèves inscrits dans la série "Sciences et technologies de l'agronomie et du vivant" (STAV) du bac techno, l'Inspection de l'enseignement agricole a rédigé un guide. Une première partie, consultable sur le site www.chlorofil.fr présente les principes généraux qui sont communs à tous les domaines et modules.

Une seconde partie sera publiée en novembre 2021

Consultation du guide sur la page dédiée au bac techno STAV

Certification professionnelle : les préconisations en matière d'évaluation des compétences

Comme annoncé par Mickael Charbit, directeur de la certification professionnelle de France compétences, une note rassemblant des préconisations en matière d'évaluation des compétences professionnelles vient d'être publiée. Destiné aux structures engagées dans une démarche d'enregistrement de certification professionnelle, ce document est un guide leur permettant d'améliorer leurs pratiques. Issu d'un travail "validé par la Commission de la certification professionnelle de France compétences", il donne l'opportunité aux organismes de formation de répondre aux critères d'enregistrement "en matière d'évaluation".

Consultation de la page de présentation de la note

Nouveau lycée général et technologique : Guide de l'évaluation

En complément de la note de service, publiée au BOEN, relative aux "Modalités d'évaluation des candidats à compter de la session 2022", un guide sur l'évaluation au service des apprentissages des lycéens vient d'être publié sur le site Eduscol.

Il présente les principes communs ainsi que des préconisations par discipline, par spécialité et pour le pilotage général de l'évaluation.

Consultation de la page de présentation du guide

ALMA : mesure européenne pour aider les jeunes NEET

La mesure Alma est une nouvelle initiative qui vise à aider les jeunes à trouver leur place sur le marché du travail. Elle associe une aide à l'éducation, à la formation professionnelle ou à l'emploi dans leur pays d'origine avec un stage dans un autre pays de l'Ue.

Mise en œuvre dans le cadre du Fonds social européen plus (Fse+), Alma est un programme de mobilité transfrontière qui vise à aider les jeunes qui ne travaillent pas et ne suivent ni études ni formation.

L'initiative Alma est en cours d'élaboration et sera mise en place en coopération avec les États membres et les partenaires sociaux.

Consultation de la page dédiée au projet ALMA

L'alternance dans Erasmus+ : un premier état des lieux

Les notes de l'observatoire Erasmus+ ; Agence Erasmus+ France éducation & formation ; Septembre 2021

Suite à l'objectif de 15 000 apprentis mobiles en 2022 fixé par le ministère du Travail, cet effectif fut étendu aux alternant(e)s dans le cadre de la loi Avenir. Afin de connaître les premiers résultats de ces nouvelles mesures, l'Agence Erasmus+ France Education & Formation a dressé un "premier recensement des alternants en mobilité et d'en préciser leurs profils". Cette étude propose également les résultats d'une enquête portant sur les leviers facilitant "le développement de la mobilité de longue durée".

Consultation de la page de présentation de l'étude

Structures des systèmes éducatifs européens 2021-2022 - Diagrammes

Rapport ; Agence Erasmus+ France éducation & formation ; Octobre 2021 *(en anglais)*

Les structures de 39 systèmes éducatifs européens, de l'enseignement préélémentaire à l'enseignement supérieur sur l'année 2021/2022, font l'objet d'un rapport. Il propose des schémas nationaux et leur guide de lecture, ainsi qu'une carte représentant "les principaux modèles d'organisation de l'enseignement élémentaire et premier cycle du secondaire".

Consultation de la page de présentation du rapport

L'éducation et la formation des adultes en Europe

Rapport ; Agence Erasmus+ France éducation & formation ; Septembre 2021 *(en anglais)*

Le domaine de l'éducation et de la formation des adultes en Europe a fait l'objet d'un rapport réalisé par Eurydice. Il fait l'analyse de la manière avec laquelle est traitée la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie, en mettant en exergue les politiques et les dispositions accompagnant les adultes "ayant un faible niveau de compétences et de qualifications" à entrer en formation par la voie de l'apprentissage.

Consultation de la page de présentation du rapport



Replay #ErasmusDays

Les #ErasmusDays s'invitent à la TV

Avec plus de 5 600 événements organisés dans 67 pays, l'édition 2021 des #ErasmusDays a rencontré un franc succès. Une réussite dont les médias se sont faits échos avec la diffusion de nombreux reportages TV.

L'apprentissage dans le supérieur serait plus profitable à l'économie que l'enseignement sous statut étudiant

Etude économique ; Asterès ; Septembre 2021

Investir dans l'apprentissage pour les jeunes en études supérieures serait plus rentable pour la collectivité et pour les finances publiques que d'investir dans l'enseignement supérieur sous statut étudiant ou dans les aides aux jeunes demandeurs d'emploi. Tel est le constat formulé par l'étude du cabinet Asterès, intitulée "L'apprentissage dans l'enseignement supérieur : un investissement créateur de valeur", publiée le 4 octobre 2021. Ce document cherche à démontrer que l'impact de l'apprentissage est meilleur en termes d'emploi et de gestion du budget de l'État grâce à un taux d'insertion et des salaires plus élevés en fin de formation. Le cabinet Asterès estime qu'"au total, sur 4 années, l'apprentissage génère 425 000 emplois supplémentaires, 41 milliards d'euros de valeur ajoutée et rapporte 11 milliards d'euros aux finances publiques".

Consultation de la page de présentation de l'étude

Simplification du dispositif Transitions collectives

Dans le cadre du "plan pour réduire les tensions de recrutement", le dispositif Transco sera simplifié dans l'objectif de le rendre plus accessible aux petites et moyennes entreprises.

Pour rendre plus accessible le dispositif Transco aux petites et moyennes entreprises, l'accord type "Gestion des emplois et des parcours professionnels" (Gepp) pourra être remplacé par une information et consultation du Comité social et économique (Cse) sur la liste des métiers menacés. Par ailleurs, Transco s'ouvre également au financement des reconversions dans le cadre des ruptures conventionnelles collectives ou d'un accord de Gepp.

Consultation de la page consacrée au dispositif Transitions collectives

France 2030 : un plan d'investissement pour la France de demain

Le plan d'investissement "France 2030" vient d'être présenté par le Président de la République. Il correspond à un budget de 30 milliards d'euros investis dans les filières d'avenir sur 5 ans dans la perspective de percer des lauréats technologiques dans certaines filières (environnement, énergie, agriculture, numérique, robotique...).

Cet investissement sera engagé dans les secteurs prioritaires tels que les réserves d'emplois et le maintien des salariés pour garantir "la compétitivité" de la France.

L'objectif final de ce plan est "d'accélérer la formation sur des nouvelles filières et développer des formations dans les segments de pointe".

Consultation de la page de présentation du plan "France 2030"

La ProA, renforcée dans le cadre du "plan de relance", est opérationnelle dans 91 branches professionnelles

Le dispositif de reconversion ou de promotion par l'alternance (ProA), issu de la loi Avenir, rencontre des difficultés dans sa mise en oeuvre. Pour y remédier, le ministère du Travail a prévu une modification afin de faciliter la prise en charge dans sa mise en oeuvre dans le cadre du plan de relance. Dans le même temps, le déploiement de la ProA se poursuit avec "91 accords de branche" accompagnant ainsi son développement. Pour être valable dans une branche professionnelle, la ProA doit être réglementé "par un accord paritaire définissant les diplômes et certifications qui y sont éligibles".

À suivre...

POUR iNFO

Le panorama de veille d'Eduter Ingénierie

10-2021

AgroSup Dijon - Eduter Ingénierie

26 Bd du Docteur Petitjean
BP 87 999 - 21079 DIJON cedex

Octobre 2021

Coordination : Sylvie Petitjean - Magalie Pichot
Cellule de veille gérée par Frédérique Rousseau
Maquette, conception graphique et mise en page : Frédérique Rousseau



Retrouvez les anciens numéros du POUR INFO :
<https://chlorofil.fr/id>



Prochain numéro prévu le :
30 novembre 2021